

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire

Chartres, le 9 mars 2016

Unité départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir
Pour présentation au CODERST**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

AGRÉMENT VÉHICULES HORS D'USAGE
EN APPLICATION DE L'ARRÊTÉ DU 2 MAI 2012
RELATIF AUX AGRÉMENTS DES EXPLOITANTS DES INSTALLATIONS DE STOCKAGE, DE DEPOLLUTION, DE
DEMONTAGE, DE DECOUPAGE OU DE BROYAGE DE VÉHICULES HORS D'USAGE

SOCIETE ROUX RECUPERATION

COMMUNE DE VERNOUILLET

PJ : 1 projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
1 plan de situation.

Par courrier du 27 mai 2015, le préfet d'Eure-et-Loir a transmis à l'inspection des installations classées, pour avis, la demande d'agrément pour la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (« centre VHU») présentée par la société ROUX RECUPERATION située ZI Les Corvées – 19 avenue Louise Michel sur le territoire de la commune de Vernouillet.

1. CADRE REGLEMENTAIRE

a) Dispositif de traitement des VHU

Le Code de l'environnement introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Ses articles R. 543-161 et R. 543-162 prévoient que les exploitants des installations d'élimination des VHU (« centre VHU » et broyeurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral. Les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis par leurs détenteurs qu'à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162.

De même, les opérateurs agréés ne doivent pas prendre en charge des VHU qui seraient confiés par des opérateurs non agréés autres que particuliers propriétaires et professionnels de l'automobile : garages et concessions automobiles, compagnies d'assurances, fourrières.

L'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage décrit les conditions d'obtention et d'application de l'agrément VHU.

b) Agréments des opérateurs

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées, l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire pour une durée maximale de 6 ans, renouvelable (article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012).

Conformément à l'article R. 515-37 du Code de l'environnement, l'agrément est délivré à un exploitant (personne physique ou morale), ce qui implique une nouvelle demande d'agrément en cas de changement d'exploitant. Cette disposition est rappelée au §I de l'annexe 1 de la circulaire d'application du 27 août 2012 relative aux modalités d'application de l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage.

Afin d'obtenir l'agrément « Centre VHU », l'exploitant doit transmettre au préfet un dossier d'agrément dont la composition est définie à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 susvisé.

Les opérateurs agréés devront faire réaliser un contrôle annuel de leurs installations par un organisme qualifié.

2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

La société ROUX RECUPERATION dont le siège social est situé ZI Les Corvées – 19 avenue Louise Michel – 28500 Vernouillet exploite un dépôt de véhicules hors d'usage dans son établissement situé à la même adresse.

Monsieur ROUX Léandre en qualité de responsable de la société ROUX RECUPERATION a été autorisé à exploiter ses installations par arrêté préfectoral du 26 novembre 1979, sous la rubrique 286 et 329 de la nomenclature des installations classées.

Un arrêté préfectoral complémentaire du 9 octobre 2009 a porté agrément de la société ROUX RECUPERATION pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage. (« démolisseur »).

Un récépissé préfectoral du 7 juin 2011 a donné l'antériorité à la société ROUX RECUPERATION pour les rubriques 2713-1 (A), 2712 (A), 2719-1 (A), 2718-1 (A) et 2714-2 (D).

La société ROUX RECUPERATION reçoit des véhicules hors d'usage remis exclusivement par des particuliers, des garages automobiles et des fourrières en provenance d'Eure-et-Loir et des départements 27 et 78. La quantité maximale de VHU pouvant être admise sur le site est de 480 unités par an.

Outre la prise en charge et le stockage des VHU, les opérations effectuées sur le site sont la dépollution et le démontage des VHU. L'exploitant dispose d'une station aménagée pour la dépollution des véhicules hors d'usage avec différents outils et matériels et d'une unité permettant de récupérer les fluides frigorigènes contenus dans les VHU.

A ce titre l'exploitant sollicite un agrément « centre VHU ».

3. INSTRUCTION DE LA DEMANDE D'AGREMENT PRESENTEE PAR LA SOCIETE ROUX RECUPERATION

Le dossier de demande d'agrément de la société ROUX RECUPERATION a été reçu à la DREAL le 27 mai 2015 et a été complété par un dossier reçu le 5 octobre 2015.

Ce dossier contient l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

a) Eléments des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement

Le dossier présenté contient les informations exigées par les articles R.515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement : nature et origine des déchets qui peuvent être traités, quantités maximales admises et conditions de leur élimination.

Le projet d'arrêté d'agrément ci-joint fixe la quantité maximale de VHU admise à 480 unités par an. Les VHU en provenance des départements d'Eure-et-Loir et des départements 27 et 78 sont expédiés chez un broyeur agréé.

b) Engagement de respecter le cahier des charges

Le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges "Centre VHU " défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce cahier des charges est annexé au projet d'arrêté d'agrément ci-joint, et aura donc valeur de prescription réglementaire pour l'exploitant.

c) Conformité de l'installation

Le dossier contient le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté ministériel du 2 mai 2012. Ce rapport a été établi par l'organisme AB CERTIFICATION suite à une visite en date du 2 octobre 2015. Cet organisme est accrédité selon le référentiel ISO 14 001, référentiel nommément prévu à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Ce rapport n'a pas mis en évidence de non-conformité aux dispositions du cahier des charges.

d) Justification des capacités techniques et financières du demandeur

Le dossier contient la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté.

La société ROUX RECUPERATION dispose d'une station de récupération des fluides frigorigènes contenus dans les systèmes de climatisation des véhicules et dispose de l'attestation de capacité de catégorie V.

Le chiffre d'affaire et le résultat net, des quatre dernières années, de la société ROUX RECUPERATION témoigne qu'elle dispose des capacités financières permettant d'assurer l'activité.

e) Dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation

Le dossier contient la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I lorsqu'il s'agit d'un centre VHU.

L'exploitant prévoit le respect de ses obligations notamment en effectuant le retrait des pneumatiques, le démontage de pare-chocs, le démontage des tableaux de bord et plastiques des portières, le démontage des réservoirs et la récupération du verre en coopération avec un broyeur agréé.

4. PRESCRIPTIONS

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint propose l'agrément du pétitionnaire. Il reprend le cahier des charges figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 qui aura donc valeur de prescriptions réglementaires pour l'exploitant.

5. CONCLUSIONS ET PROPOSITION

Considérant :

- que le dossier contient l'ensemble des éléments demandés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 ;
- qu'en particulier le pétitionnaire s'est engagé à continuer à respecter le cahier des charges "Centre VHU " défini en annexe I de cet arrêté ;
- que le rapport établi le 2 septembre 2015 par l'organisme AB CERTIFICATION n'a pas mis en évidence de non-conformité ;
- que la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté a été apportée par le pétitionnaire ;
- que le pétitionnaire a fourni la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I lorsqu'il s'agit d'un centre VHU ;

l'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST de donner une suite favorable à la demande d'agrément « centre VHU » présentée par la société ROUX RECUPERATION située ZI Les Corvées – 19 avenue Louise Michel à Vernouillet.

Le projet d'arrêté préfectoral comporte en annexe le cahier des charges "Centre VHU " défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.